

Pourquoi l'Allemagne garde l'avantage face à ses partenaires européens même avec une Angela Merkel affaiblie sur le plan intérieur



Alors qu'Angela Merkel vient d'être une nouvelle fois élue par les députés allemands pour un nouveau mandat de Chancelière à la tête du pays, comment imaginer la suite des événements au niveau européen ?

Avec Christophe
Bouillaud

Alors qu'Angela Merkel vient d'être une nouvelle fois élue par les députés allemands pour un nouveau mandat de Chancelière à la tête du pays, comment imaginer la suite des événements au niveau européen dans un contexte où le nouveau Ministre des finances, Olaf Scholz, a pu indiquer dès ce lundi 12 mars qu'il protégerait l'héritage de son prédécesseur Wolfgang Schäuble, en déclarant qu'un budget équilibré faisait aujourd'hui l'objet d'un consensus politique en Allemagne. L'optimisme d'un "réformiste" qui a pu entourer la nouvelle coalition, par l'intégration tardive du SPD, n'est-il pas un leurre sur la capacité de modifier l'orientation de l'Allemagne ?

Christophe Bouillaud : Le moins que l'on puisse dire, c'est que la longue séquence de six mois qui a mené des élections de l'automne 2017 à ce vote d'investiture du nouveau gouvernement Merkel a confirmé le poids du statu quo. Pour le coup, comme aurait dit Margareth Thatcher, il n'y a pas d'alternative à la politique menée par la grande coalition CDU-CSU/SPD. Ce point d'équilibre entre la droite et la gauche modérée restera donc probablement dans la continuité de ce qui a été la politique allemande tout au long de la longue crise européenne engagée depuis 2010 : aucun partage financier entre Etats qui aille au-delà de ce qui est strictement inscrit au budget de l'Union européenne ; une maîtrise des risques financiers de chaque Etat qui reste fondamentalement nationale ; une entraide éventuelle qui est décidée en commun par les seuls Etats en fonction des rapports de force entre eux. On semble bien devoir rester dans le paradigme défini au moment du traité de Maastricht d'une monnaie unique « fédérale » sans politique budgétaire « fédérale » correspondante. Au mieux, on devrait obtenir une amélioration technique des mécanismes actuels, comme le MES, mais probablement pas, une impulsion plus démocratique au niveau d'une politique budgétaire européenne élargie comme l'envisage encore Emmanuel Macron ou un économiste fédéraliste comme Thomas Piketty. Après, il faut se rappeler qu'Angela Merkel sait juger des rapports de force et prendre des décisions surprenantes pour son propre camp, comme l'arrêt du nucléaire en Allemagne à la suite de l'accident de Fukushima en 2011. Une autre crise européenne qui mettrait en danger l'existence même de la zone Euro pourrait la voir bouger d'un coup.

Dans quelle mesure Angela Merkel dispose-t-elle d'une forte capacité de négociation européenne autour de la question de Jens Weidmann. En quoi l'inquiétude déjà perceptible de certaines capitales européennes de voir le directeur de la Bundesbank prendre la tête de la Banque centrale européenne peut-elle servir Angela Merkel dans ses négociations, notamment sur les réformes proposées par Emmanuel Macron ? Jens Weidmann ne pourrait-il pas servir d'épouvantail à une Allemagne peu désireuse de s'avancer sur les réformes proposées ?

Dans le grand jeu de négociation qui s'annonce sur les postes et la politique à suivre après 2019, le cas Weidmann, avec tout ce qu'il représente d'opposition forcée à la politique monétaire de Mario Draghi, peut être un atout dans le jeu de la Chancelière. Si elle cédait beaucoup finalement aux partisans d'une relance budgétaire européenne, obtenir le poste de président de la BCE pour le dit Weidmann pourrait représenter une garantie pour son camp conservateur que tout cela ne dérivera pas en inflation, voire en hyperinflation. Inversement, si elle obtenait un simple ravalement de façade du paradigme maastrichtien inscrit dans les institutions européennes, elle pourrait abandonner Weidmann au profit d'un autre européen du nord, allemand ou pas, au profil plus proche de celui de Mario Draghi. Quoi qu'il en soit, il reste que la nomination de Jens Weidmann serait un casus belli pour un pays très endetté comme l'Italie. Les deux partis qui dominent désormais la vie politique depuis les élections du 4 mars 2018, la Ligue et le M5S, ne pourraient accepter un tel choix.

Dans un tel contexte, quel pronostic réaliste pourrait-on formuler sur les probabilités de voir Emmanuel Macron avancer concrètement sur ses promesses européennes de campagne ?

A ce stade, les choses se compliquent encore : les Allemands ont enfin un gouvernement, mais finalement très proche dans ses options européennes du précédent (l'europhile Martin Schulz n'est même pas au gouvernement, ni même à la tête du SPD : il est de fait politiquement mort) ; huit pays emmenés par le Premier Ministre libéral néerlandais, Mark Rutte, se sont déjà concertés pour plaider en faveur du maintien du statu quo ou peu s'en faut ; l'Espagne n'est pas sortie de sa « question catalane » ; et le poids lourd italien, à la fois en terme de dette et de PIB, l'Italie, n'a pas de gouvernement de plein exercice, et n'en aura peut-être pas avant des mois. S'il en a un, avec soit la Ligue, soit le M5S à sa tête, il est possible d'ailleurs qu'il prenne une position inverse de celle des huit partisans de l'austérité ad vitam aeternam, ce qui envenimera le conflit intra-européen sur les affaires budgétaires. Les délais deviennent très courts pour obtenir des décisions concrètes avant les élections européennes de juin 2019. Au mieux, on aura des avancées techniques en matière d'Union bancaire par exemple. Par contre, à ce stade, on voit mal comment une idée comme une « parlementarisation de la zone Euro » pourrait aboutir. On reste là coincé dans une très vieille aporie de l'intégration européenne : dès qu'il s'agit de budgets conséquents, mettant en cause les équilibres internes des Etats, les ministres nationaux et la démocratie nationale prévalent absolument. Et il faut bien dire que l'on risque de suivre encore un bon moment cette voie, puisque les opinions publiques des pays les plus riches ne sont absolument pas partageuses. Les Européens du nord ne voudront jamais payer pour ces « étrangers » que sont au final des Européens du sud. Les Catalans sont déjà réticents à payer pour les Madrilènes ou les Andalous... Du coup, le plus réaliste, c'est sans doute qu'on trouve au moins un compromis pour permettre aux Etats du sud du continent de suivre la « voie portugaise », soit une relance discrète bien ciblée par la consommation et l'investissement, mais une relance qui ne remette en rien en cause l'idée que les finances publiques correspondent toujours au chacun pour soi et l'Euro pour tous. Et en cas de nouvelle crise, on avisera ! On ne pourra d'ailleurs faire pire que ce qui a été fait pour la Grèce en 2010-2015, et aussi pour l'Italie en 2011. La vraie question sera alors de savoir comment la remontée des taux d'intérêt va impacter cette stratégie de sortie pays par pays de la crise économique, d'où l'importance de ne pas avoir à la tête de la BCE un « faucon » comme Jens Weidmann.